

Jour de carence, fin de 100 000 doublons, ENA : ce que veulent les administrateurs territoriaux

28 FÉVR. 2017, PAR SYLVAIN HENRY

Estelle Grelier, jeudi 28 février. En chemise blanche devant elle : le président de l'AATF, Fabien Tastet.

L'association des administrateurs territoriaux de France a publié, le 28 février, des propositions sur le secteur public – décoiffantes pour certaines – à destination des candidats à l'élection présidentielle.

Les agents territoriaux et plus encore leurs managers ne sont pas hostiles aux réformes de la fonction publique, bien au contraire. Mais à condition de débattre sereinement *“et sur le fond”*, loin des clichés et des raccourcis sur l'avenir de la fonction publique qui se multiplient en cette période électorale. C'est en substance le message délivré par Fabien Tastet, président de l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF), le corps le plus prestigieux de la territoriale, mardi 28 février, lors de la présentation des *“20 propositions à l'attention des candidats”* formulées par l'association en présence de la secrétaire d'État aux Collectivités territoriales, Estelle Grelier.

Fin des doublons et de quelque 100 000 postes de fonctionnaires. L'AATF demande *“la suppression de tous les doublons avec les services de l'État”*. Aujourd'hui, relève l'association, *“les exécutifs locaux doivent assumer des missions nouvelles tandis que des négociations sans fin bloquent le transfert des agents concernés”*. Conclusion : *“des doublons perdurent”*. *“C'est ici que réside le véritable millefeuille souvent pointé par le débat public, peut-on encore lire. Il existe en France, dans chaque département ou région, deux administrations : celle de la collectivité locale et celle de l'État. Leurs agents participent souvent aux mêmes réunions, traitent des mêmes dossiers et leurs interventions se recoupent quand elles ne se concurrencent pas.”*

Tous les agents de l'État concernés, soit quelque 500 000 personnes, seraient transférés dans les collectivités. *“À terme, nous pouvons envisager une diminution de plus de 100 000 postes de fonctionnaires”*, estime l'AATF. Une mesure soutenue par 87 % des Français et 73 % des fonctionnaires territoriaux, selon le sondage Ipsos commandé par les administrateurs territoriaux pour mesurer la popularité de leurs propositions.

Retour du jour de carence. Plébiscité par 85 % des Français et soutenu par 54 % des fonctionnaires, le retour du jour de carence est l'une des mesures

proposées par l'AATF aux candidats à la présidentielle. La suppression du jour de carence en 2013 *“a été mal comprise et pèse sur le débat difficile de l'absentéisme, relèvent les administrateurs territoriaux, il n'y a pas lieu de maintenir de différence entre fonctionnaires et salariés du privé sur ce sujet”*, laquelle entretient *“trop souvent un débat malsain”*. L'association souhaite en retour que la protection sociale complémentaire des agents devienne obligatoire et demande l'instauration d'outils RH de prévention et de contrôle.

Alignement des régimes de retraites. C'est l'une des mesures chocs : l'AATF souhaite que soit engagé *“un travail méthodique, progressif et résolu de convergence”* des régimes public et privé de retraite vers un régime unique. Et de justifier : *“Les raisons historiques, les équilibres sociaux, les enjeux collectifs qui ont conduit à la construction de systèmes différents ont progressivement disparu. Ou s'ils perdurent, ils ne sont plus perçus, plus compris et donc plus acceptés.”*

Ouverture. L'AATF renouvelle son souhait d'ouvrir la haute fonction publique de l'État aux territoriaux, *via* une règle imposant pour trois nominations en direction d'administration centrale le recrutement d'un fonctionnaire hors État. L'association préconise par ailleurs *“que l'accès aux grands corps de l'État ne soit plus accessible que par examen professionnel au bout de dix ans d'expérience dans la fonction publique”*. Cette fin du monopole de l'ENA *via* cette politique de quotas serait *“plus radicale que le spoils system proposé par Emmanuel Macron qui aboutirait à nommer des gens ayant le même profil”*.

Et aussi : une mobilisation nationale en faveur des territoires ruraux et périurbains ; la création d'un service public de la petite enfance ; l'installation obligatoire de médecins dans les déserts médicaux ; la création de *clouds* publics régionaux, etc.